



**PRÉFÈTE  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

CHAUMONT, le 25 novembre 2024

Nos réf. : SHM/JG/MT n° 24-437

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SNC Matériaux Concassés Ardennais**

Lieux-dits « Boil, Forêt de Boué Est et Forêt de Boué Ouest »  
52320 VIGNORY

Code AIOT : 0005701050

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 octobre 2024 dans l'établissement SNC Matériaux Concassés Ardennais implanté aux lieux-dits « Boil, Forêt de Boué Est et Forêt de Boué Ouest » 52320 VIGNORY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNC Matériaux Concassés Ardennais
- Lieux-dits « Boil, Forêt de Boué Est et Forêt de Boué Ouest » 52320 VIGNORY
- Code AIOT : 0005701050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, ouvert en 1997, a été autorisé en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 976 du 3 mars 2015 jusqu'au 18 novembre 2033, sur une superficie de 27 ha 65 a et pour une production maximale annuelle de 1 000 000 tonnes de roche massive. La société MCA appartient au groupe URANO, comprenant des activités de travaux publics et basée principalement dans les Ardennes. Lors de l'inspection, seules des opérations de traitement étaient en cours.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Disposition générale	Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 1	Sans objet
2	Extraction et stockage	Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 9.1	Sans objet
3	bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 22.1	Sans objet
4	bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 22.2	Sans objet
5	pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 19.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas permis de relever de non conformités sur le site

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Disposition générale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, portée de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> La cote de niveau du terrain naturel à + 290 m NGF constitue en partie Est la limite de la zone d'extraction autorisée. L'exploitation est conduite sur quatre gradins de 15 mètres de hauteur maximale et des banquettes d'une largeur supérieure ou égale à 7 mètres. La profondeur maximale totale est de 46 m.
<b>Constats :</b> La carrière présente actuellement 2 fronts de taille. Le 1 <sup>er</sup> en cours de talutage à 45°. Il a été bien rattrapé comme l'inspection l'avait demandée, présentant la largeur de 7m minimum requis, formant le 1 <sup>er</sup> gradin. Le 1 <sup>er</sup> front présente bien une hauteur de 15 m. Le second gradin est en cours d'exploitation, et correspond au carreau actuel. La profondeur maximale n'est actuellement pas atteinte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Extraction et stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 9.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, épaisseur d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'extraction est autorisée sur une épaisseur maximale de 46 mètres. La cote minimale d'extraction à atteindre est de 264,5 m NGF.
<b>Constats :</b> Selon le plan fourni lors de la visite, le point le plus bas actuellement est de 267 m. Les autres points bas se situent au-dessus de cette cote.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : bruits et vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 22.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant :L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthode décrite à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. (...) et en vue d'estimer les niveaux d'émergence aux habitations les plus proches (PETIT MOULIN et VIGNORY – BUXIÈRES-LES-FRONCLES - PROVENCHÈRES-SUR-MARNE). Le premier contrôle devra intervenir en 2015. Ces résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le dossier d'analyse des dernières mesures de bruit ne montrent pas de dépassements. Le site est donc considéré comme conforme sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : bruits et vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 22.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. A cet effet, les technologies éprouvées les plus performantes sont utilisées. La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants : On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments. Le respect des valeurs limites citées ci-dessus est vérifié annuellement. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> La fiche d'analyse des dernières mesures de vibrations ne montrent pas de dépassements. Le site est donc considéré comme conforme sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : pollution atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 19.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réseau de surveillance des retombées de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Un réseau de surveillance des retombées de poussières est en place en limite de propriété, qui comprend 3 stations de mesure qui sont implantées en limite de propriété selon 3 points situés en direction Nord, Sud et Est, définis en fonction de l'avancée de la carrière. Des mesures sont réalisées mensuellement en été et trimestriellement le reste de l'année. Les résultats commentés seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées et une synthèse transmise à l'inspection annuellement lors de l'enquête annuelle sur l'activité carrière.
<b>Constats :</b> La fiche d'analyse des dernières mesures de poussières ne montrent pas de dépassements. Les résultats sont conformes à l'objectif fixé par l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié, puisque les valeurs enregistrées ont toujours été inférieures au seuil de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante. Les mesures seront dorénavant effectuées semestriellement, compte tenu des résultats obtenus sous les seuils, pendant plusieurs campagnes successives
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite